

Type de réunion

Réunion de collège public

6. Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Tout le groupe de réflexion semble unanime sur le fait de ne pas changer les structures actuelles et les programmes des disciplines mais par contre de faire des aménagements. 2 groupes ont, par contre, des positions totalement différentes sur la sortie du système scolaire collège vers, par exemple, l'apprentissage ou l'alternance dès la 5^{ème}. Des propositions sont alors faites pour :

- l'intégration dans un dispositif particulier des élèves qui présentent des problèmes de dyslexie, de dysphasie...
- la création de classe multi-âge avec une réelle utilisation des cycles
- la création de structure intermédiaire collège unique – segpa
- l'utilisation plus efficace et approfondie des TICE
- l'enseignement par module en fonction des compétences, des capacités...
- l'hétérogénéité dans une classe mais dans certaines limites
- ...

Quelques personnes interviennent alors sur la modification des rythmes journaliers, annuels, des vacances... des élèves considérant que ceux existant actuellement ne sont pas des plus pertinentes.

La réunion du samedi 6 décembre était constituée principalement de parents qui exprimaient surtout leur angoisse et leur inquiétude face à la scolarité et aux difficultés de leur enfant. Même si certains (ayant plusieurs enfants déjà passés par le collège) reconnaissent une amélioration des relations avec l'Ecole, la plupart déplorent cependant d'être mal ou peu informés et conseillés sur l'avenir et l'éducation de leur enfant.

13. comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

15. comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Une des premières remarques concerne le regroupement des 2 thèmes dans le même atelier qui laisse sous entendre que la difficulté « scolaire » (ndlr : le mot n'apparaît pas dans l'intitulé du thème, mais dans les questions possibles) engendrerait la violence et les incivilités et/ou réciproquement.

Faut-il faire une différence entre la violence en milieu scolaire et la violence en général ?

Chacun s'accorde à reconnaître que, dans l'établissement, le climat est relativement calme ; ceci étant, en partie dû au travail fait à l'interne et à l'externe ; la génération « violente » semble être partie même si le respect du professeur est davantage remis en cause (l'influence des médias semble pour cela très importante)

Malgré tout, la majorité des intervenants pensent qu'il faut continuer le travail afin que les personnels et l'institution scolaire puissent être respectés. L'Ecole ne peut et ne doit pas être laxiste.

Un représentant de la compagnie d'autocars desservant le collège signale que de plus en plus d'actes d'incivilités sont déclarés aux services de police (casse,...) d'une manière générale mais, que pour le collège M. Pagnol, les signes sont plutôt positifs dus, très certainement en partie, aux nombreuses actions de prévention avec la compagnie au sein de l'établissement (on signale cependant que tout un quartier sensible de la ville ne prend pas les transports en commun pour se rendre au collège).

Tous pensent qu'un élargissement du partenariat (à inventer) est souhaitable.

Toujours concernant les incivilités, l'importance d'un discours commun, du travail en équipe, d'une cohésion, du groupe de suivi des élèves en difficultés et d'une communication efficace ainsi qu'une certaine convivialité au sein des adultes de l'établissement semble être un facteur déterminant dans la réussite des actions entreprises auprès de la communauté scolaire.

La seconde partie du débat porte sur les élèves en grande difficulté.

Une partie non négligeable d'élèves est souvent repérée en GD dès le premier trimestre de la 6^{ème}.

Faut-il reconnaître et laisser plus d'autonomie aux équipes éducatives ?

Les programmes doivent-ils alors garder toute leur importance ?

Faut-il valoriser les élèves avec des évaluations plus « faciles » ou les confronter à leurs propres difficultés ?

Les élèves doivent-ils être des « singes savants » ou des personnes qui doivent se « débrouiller » ou... ?

Les programmes ne manquent-ils pas souvent de cohérence, aspect très visible dans la transversalité ?

Les textes institutionnels et les visites d'inspections ne sont-ils pas alors des freins dans l'aide aux élèves en GD. ?

Voici, en partie, les questions abordées par le groupe. Quelques propositions sont alors apparues. L'importance d'un programme national et d'épreuves nationales qui permet à chaque élève de pouvoir poursuivre une scolarité en cas de changement d'établissement en cours d'année ou d'une année sur l'autre. Par contre si les contenus doivent être les mêmes, la forme peut et doit être variable en fonction des compétences de chacun, des possibilités locales, des équipes enseignantes (apprendre autrement, donner du sens aux apprentissages, changer le regard sur l'école de ces élèves en GD...)

Si beaucoup d'intervenants pensent qu'il faut ouvrir d'autres structures ou dispositifs pour ces élèves en GD (notamment au niveau de la 6^{ème} ou rien n'existe) sans modifier les 4^{ème} d'aide et de soutien, les 3^{ème} d'insertion, les SEGPA en réclamant plus d'autonomie aux établissements, il est à noter qu'aucune proposition concrète n'a été réellement formulée et que la question de l'encadrement éducatif et pédagogique de ces mêmes élèves a été posée.

Enfin, tous sont convaincus qu'un partenariat plus large avec les parents, les associations, les collectivités doit être développé, les formes restant encore à définir.

21. Faut-il redéfinir les métiers de l'école ?

22. Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

Constat : Une grande majorité des participants remarque que la société change, qu'elle se déresponsabilise au dépend (ou au profit) de l'Etat (donc aussi de plus en plus de l'Education Nationale). Quelles doivent être alors les missions du professeur ? Auparavant transmettre un savoir mais aujourd'hui il faut y ajouter fournir les clés de l'orientation, les valeurs éducatives (et le rôle des parents ?)... avec une demande pressante d'utilisation de nouveaux outils, sans formation adéquate, et qui le plus souvent font défaut dans les établissements.

Il y a un écart immense entre l' « idéologie » concernant l'Ecole et les moyens financiers mis en œuvre pour atteindre ses objectifs.

Solutions : Pas de réelles propositions de redéfinition des métiers de l'école, les personnes présentes souhaitant cependant davantage de travail en équipe, avec les moyens nécessaires, une diminution du nombre d'élèves par classe, une différenciation des professeurs (carrière, salaires, horaires ? ...) en fonction de la pénibilité du travail et une meilleure première affectation (les néo étant très souvent encore parachutés en zones « difficiles »).

Certains proposent d'inclure la formation et le métier d'éducateur (pour les professeurs volontaires) : celui-ci étant parfois (ou souvent) joué sans réelle formation. Certains ne sont pas opposés aux 30h sur place mais avec tous les moyens nécessaires (salaires, bureau et matériel pour chacun sur place...). D'autres y sont opposés, laissant l'organisation du travail personnel de chacun parfaitement autonome. Des personnes ajoutent que les heures doivent être utilisées à la préparation, l'évaluation ... des élèves et qu'il ne faut pas alourdir les tâches au détriment de l'enseignement.

En ce qui concerne le point 22, le débat a été orienté, au début, vers la notion : y a-t-il de « mauvais » professeur ?

Nombreuses divergences :

- oui, ceux qui donnent une mauvaise image de la profession, ceux qui refusent les formations visant à améliorer leurs compétences, ceux qui sont mauvais pédagogues ou ceux qui n'arrivent pas à tenir leurs élèves ?
- non, ceux considérés comme tels sont souvent des personnes en perte de confiance qu'il faut aider ; évitons de mettre des étiquettes car ce métier est difficile.

Quelques solutions concernant surtout la formation en IUFM très souvent jugée insuffisante, surtout en ce qui concerne la rencontre avec les élèves et les rapports qui en découlent. Il semblerait que la formation des professeurs d'EPS soit, sur ce point, meilleure. Accentuer le rôle des professeurs tuteurs, la formation continue, les rencontres entre professeurs et équipes qui devraient être institutionnalisées, créer une structure (type comité d'entreprise) afin de permettre aux personnels de se rencontrer en dehors du cadre institutionnel....

Différents points concernant l'évaluation, la formation et le recrutement ont été abordés :

Inspection trop rare, biaisée, infantilisante, par des inspecteurs qui ne connaissent pas le terrain

L'évaluation doit être motivante (évolution de carrière...), pouvant être réalisée par une sorte de conseiller pédagogique plus proche, travaillant, pourquoi pas, sur un secteur ou un groupe d'établissements afin de pouvoir mettre en contact des collègues d'établissements voisins...

Tout le monde reproche le système des vacataires et contractuels qui est une négation du métier : prendre des gens sans formation pédagogique, les parachuter dans des classes avec toutes les difficultés que cela comporte puis, pour terminer les « jeter ».

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Laisser plus d'autonomie aux établissements (avec les moyens nécessaires) pour créer des structures ou des dispositifs pour les élèves en grande difficulté scolaire

2 Développer davantage de relations de partenariat afin de lutter plus efficacement contre la violence et les incivilités et les relations avec les familles, les associations, les collectivités afin de faire en sorte que l'éducation soit l'affaire de tous.

3 Revoir les missions des professeurs et leur formation en IUFM pas seulement axée sur la discipline et incluant davantage le rôle d'éducateur, la connaissance des élèves et du système éducatif, permettre une réelle évolution de carrière en tenant compte des postes difficiles